



HAL
open science

Face aux menaces, la pensée sociale mise au défi.

Valérie Haas, S. Caillaud, Amélie Demoures

► **To cite this version:**

Valérie Haas, S. Caillaud, Amélie Demoures. Face aux menaces, la pensée sociale mise au défi.. Menaces sociales et environnementales: Repenser la société des risques, Presses universitaires de Rennes, pp.127-144, 2017, 9782753581401. 10.4000/books.pur.142058 . hal-04078504

HAL Id: hal-04078504

<https://hal.science/hal-04078504v1>

Submitted on 23 Apr 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Chap 5 - Face aux menaces, la pensée sociale mise au défi

Valérie Haas, Sabine Caillaud & Amélie Demoures

Publié In Caillaud, S. Bonnot, V. & Drozda-Senkowska, E. (2017). *Menaces sociales et environnementales: repenser la société des risques*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes

« C'était au mois de septembre 1917. Le régiment d'infanterie dont je faisais partie occupait sur le plateau du Chemin-des-Dames, au nord de la petite ville de *Braisne*, le secteur dit l'Épine-de-Chevregny. (...) Nous reçûmes l'ordre de faire des prisonniers. Un coup de main fut monté, — un de ces coups de main luxueux, comme on les organisait alors, à grand renfort d'artillerie de tout calibre ; et dans les ruines d'un petit poste allemand, écrasé sous les obus, la troupe d'assaut surprit en effet et ramena dans nos lignes une sentinelle. J'eus l'occasion d'interroger cet homme ; c'était un soldat d'une classe déjà âgée, réserviste bien entendu, et dans le civil bourgeois de la vieille ville hanséatique de *Brême*. Puis il fila vers l'arrière sous bonne escorte ; et nous pensâmes bien ne jamais plus en entendre parler. Peu de temps après, une curieuse histoire arriva peu à peu à nos oreilles ; des artilleurs, des conducteurs du ravitaillement la racontaient. Ils disaient à peu près ceci : « Ces Allemands ! Quels organisateurs merveilleux ! Ils avaient partout des espions. On fait un prisonnier à l'Épine-de-Chevregny ; qui trouve-t-on ? Un individu qui, en temps de paix, était établi commerçant à quelques kilomètres de là : à *Braisne*. » (M. Bloch, 1921, p. 10)

Cet extrait d'un article de Bloch qui date d'il y a presque une centaine d'années, propose une « réflexion sur les fausses nouvelles de la guerre », les rumeurs dirions-nous aujourd'hui. Bloch étaye ses réflexions à partir de lectures documentaires, mais aussi d'une expérience concrète vécue en 1917, alors qu'il faisait partie d'un régiment d'infanterie sur le plateau du Chemin des Dames. Il montre combien au-delà du nom de Brême en Allemagne substitué à celui de Braisne en France, la recherche de causes extraordinaires - ici l'explication d'une trahison (un français qui aurait été un espion placé par les Allemands) - venait en réalité justifier par cette rumeur les premières défaites françaises : « si la France perd c'est à cause de la ruse allemande... ».

Les réflexions de Bloch nous invitent à souligner combien les temps de conflits, comme les guerres ou les moments traumatiques, constituent (bien malgré eux) des sortes d'amplificateurs d'attitudes et de comportements collectifs : « une immense expérience de psychologie sociale, d'une richesse inouïe » (Bloch, 1921, p. 2).

Ce qui nous intéresse ici, c'est que déjà à cette époque, il est bien question de la rumeur et du poids du passé du groupe dans la mise en route d'un « bricolage » de la pensée sociale. Nous allons tenter de comprendre justement comment la mémoire collective et l'oubli, les rumeurs ou les savoirs mobilisés constituent un travail collectif mené par un groupe pour faire face à des phénomènes pouvant être vécus comme menaçants tels que les catastrophes (naturelles ou industrielles) ou encore le réchauffement climatique.

Par exemple, face à une identité sociale menacée les Vichyssois préfèrent oublier une partie de l'histoire de leur ville pour en inventer une nouvelle, ou bien les travailleurs de l'usine AZF recourent à des rumeurs pour expliquer l'explosion de leur usine, ou encore les

quotidiens français vont chercher des catégories du passé relayant des traces de l'idéologie coloniale pour expliquer des émeutes urbaines, enfin les participants à des groupes de discussion changent le registre des savoirs mobilisés, les catégories sociales auxquelles ils se réfèrent... Mais si ces bricolages intellectuels révèlent tous une certaine ingénuité collective et une extraordinaire inventivité sociale, on peut s'interroger sur leur efficacité à atténuer les menaces. Nous verrons que, dans certains cas, les menaces sont transformées, dans d'autres cas, elles donnent lieu au déni.

A l'origine de la pensée sociale... des menaces?

La mémoire collective, les rumeurs, les représentations sociales sont tous autant d'éléments qui constituent la pensée sociale, c'est-à-dire la pensée qui alimente notre savoir quotidien, notre savoir de sens commun. La pensée sociale est à l'œuvre dans les productions du groupe : dynamiques, symboles, valeurs, règles. On peut la définir comme « un processus socio-cognitif sous-jacent aux conduites que l'on peut observer, quelque chose qui vient des interactions entre les individus et qui fonde le mode de fonctionnement de la société » (Garnier, 2002, p. 2). C'est l'ensemble des processus par lesquels un groupe s'approprie un phénomène nouveau ou ambigu. C'est une pensée de sens commun, celle sur laquelle repose notre savoir quotidien.

Pour certains auteurs, cette pensée sociale se distingue de la pensée scientifique par le système de logique qui la caractérise. A la logique formelle de la pensée scientifique se substitue, ou parfois s'ajoute, une logique affective et symbolique (Garnier, op.cit). Ainsi, une maladie comme la grippe aviaire est pensée par les femmes de Hong Kong comme touchant surtout une *autre* région de la Chine, perçue comme plus pauvre et moins sensible à l'hygiène. Le risque d'être touché par cette maladie est ainsi mis à distance, écarté (Joffe & Lee, 2004).

D'autres considèrent que la pensée sociale ne se distingue pas par les opérations mentales (les deux types de logiques co-existeraient dans la pensée). Mais la pensée sociale, contrairement à la pensée scientifique, est tournée davantage vers la justification que vers la démonstration, autrement dit elle valorise les idées qui vont dans le sens de la conclusion attendue, et ignore délibérément les autres (Drozda-Senkowska, Dubois & Mollaret, 2010). C'est ainsi que, pour reprendre notre exemple, la grippe aviaire est associée à un *Autre*, perçu comme pauvre et sale, car cette association permet de justifier que le risque ne nous concerne pas. Aussi, ce qui caractérise la pensée sociale ce serait davantage le système de contrôle qui vérifie et valide les productions de la pensée sociale à l'aune des valeurs et des principes normatifs, autrement dit tout savoir est jugé, évalué en fonction de nos valeurs et normes avant d'être accepté.

Enfin, si cette pensée est sociale, c'est parce qu'elle est socialement élaborée à travers la communication et qu'elle repose sur un savoir socialement partagé par le groupe. Elle est sociale aussi car elle organise nos conduites et nos pratiques, notre relation au monde et aux autres (Jodelet, 1989b). Elle permet enfin de remplir une fonction identitaire : tournée davantage vers la justification que vers la démonstration, elle soutient et assure au groupe une identité sociale positive.

Comme nous l'avons souligné, la pensée sociale se révèle dans les productions du groupe. Il ne s'agit donc pas d'une pensée désincarnée, qui flotterait au-dessus des individus et tomberait dans la tête des gens... Cette pensée s'exprime à travers nos discours et nos pratiques, façonne notre environnement. Pour prendre l'exemple de Garnier sur l'organisation des villes (2000, p. 9), « la rue rectiligne ou sinueuse transpire la pensée sociale, elle montre comment le groupe humain pense et vit son environnement ». Elle peut s'exprimer sous des formes très diverses : l'organisation de nos savoirs et de nos croyances, les rumeurs et les histoires que nous racontons, ce dont nous décidons de nous souvenir et ce que nous préférons oublier, la manière d'organiser et de structurer notre environnement.

Nous nous appuyerons ici sur les éléments de définitions proposés par Jodelet dans cet ouvrage pour préciser ce que nous entendons par menace. Il s'agit d'un phénomène perçu comme inéluctable, potentiellement très dommageable et auquel l'individu ne se sent pas libre d'échapper. Mais ce phénomène, la menace, se construit lors d'une interaction entre menaçant et menacé. Autrement dit, la menace est une construction, une représentation qui s'élabore dans une interaction entre deux parties et qui rend à la fois saillante la vulnérabilité du menacé et le potentiel dommageable du menaçant. Cette construction sociale de la menace contribue à lui donner une réalité. Bonelli (dans cet ouvrage) montre par exemple très bien comment les institutions construisent les différentes menaces dans un jeu de concurrences, où chacune met en avant la menace qui lui assure une pérennité : les menaces sécuritaires pour les militaires, les services de renseignement et les policiers, les menaces sanitaires pour les membres de l'institut national de veille sanitaire, etc. C'est aussi ce point de vue que nous défendons, mais notre niveau d'analyse est différent puisque nous ne nous intéressons pas aux institutions mais aux individus en groupe. Enfin, un autre point sur lequel nous rejoignons Bonelli, c'est qu'il n'est pas question de remettre en cause la réalité de telle ou telle menace, mais il s'agit d'étudier les interactions, les luttes et les conflits qui les sous-tendent pour mieux en saisir les enjeux.

Prenons un exemple qui nous permettra par la même occasion de préciser quelques caractéristiques des menaces. Le changement climatique n'est pas en soi une menace. Dans sa première définition, le climat ne désigne rien d'autre que l'inclinaison de la Terre par rapport au Soleil qui aboutit à un découpage en zones aux conditions climatiques différentes. Que ces zones climatiques varient est une chose... Mais c'est dans le rapport spécifique que les Hommes entre eux construisent avec leur environnement que le changement climatique devient une menace. Notre représentation du climat comme correspondant à une zone géographique aux conditions atmosphériques particulières est en effet associée à des traits de caractère de leurs habitants (les gens du Nord seraient plus actifs, ceux du Sud plus passifs), voire à une culture spécifique et en tout cas à des conditions de vie. Bourdieu (1980) explique d'ailleurs que cette association entre des traits de caractère (actifs, passifs, etc.) et le climat repose sur une démonstration d'apparence (mais d'apparence seulement) scientifique qui s'appuie en réalité sur un savoir de sens commun. En bref, le changement climatique devient une menace dans la mesure où il est perçu comme remettant en cause nos modes de vie et notre culture : « c'est le Sud qui vient chez nous » nous confiait un interviewé (Caillaud & Flick, 2013). Mais parce que nous avons cette représentation, nous adoptons des comportements d'adaptation qui transforment dans les faits nos modes de vie : construction aux toitures végétalisées, panneaux solaires... Entendons-nous, il ne s'agit pas de remettre en cause ici la réalité ou l'importance du

changement climatique. Mais ce qui en fait une menace, plutôt qu'un risque, c'est bien la signification particulière que nous donnons au climat et les comportements que nous adoptons qui donnent en retour une réalité au changement climatique. On notera aussi, à travers l'exemple du changement climatique, la dimension imaginaire que convoquent les menaces, comme si le «déplacement des zones climatiques» entraînait le déplacement des cultures : pour ne prendre qu'un exemple que nous avons détaillé ailleurs (Caillaud & Flick, op cit.), des Français et des Allemands notaient lors de focus groupes que la production de vin de Bordeaux sera désormais possible plus au Nord de l'Europe. Des Français imaginent en plaisantant du vin de Bordeaux anglais : «ils vont nous y mettre de la menthe dedans, petit pois menthe.» Mais on notera aussi la dimension émotionnelle des menaces : ainsi de nombreux Allemands évoquent avec mélancolie et regrets l'absence de neige à Noël, de ne pouvoir partager cette joie avec leurs enfants. De même, un quotidien allemand (Die Welt, 17 décembre 2007) rappelle que le changement des saisons qui caractérise notre région du monde a aussi inspiré des grandes œuvres d'art : les *quatre saisons* de Vivaldi, *le voyage d'hiver* de Schubert ou encore *le retour de la chasse* de Brueghel. Et le quotidien décrit le tableau de Brueghel en concluant : «le tableau montre le froid mais aussi la liberté et la sécurité. Tout est en ordre, c'est un hiver tout ce qu'il y a de plus normal». Cet extrait illustre aussi que les menaces renvoient à un événement ou un phénomène qui fait rupture avec le déroulement normal de la vie, une rupture qui n'a pas un caractère souhaitable, et qui donne donc lieu à des émotions négatives (Rimé, 2005).

Les menaces vont motiver la pensée sociale. En effet, face à un événement nouveau et étrange, les groupes s'engagent dans des stratégies de faire face pour se familiariser avec l'étrange tout en cherchant dans le même temps à maintenir leur vision du monde (Moscovici, 2001 ; Wagner, Kronberger & Seifert, 2002). Les menaces font rupture avec le déroulement normal de la vie et provoquent des émotions négatives, elles relèvent donc de ces phénomènes étranges qui mettent en branle un travail de représentations (Rimé, 2005). Autrement dit, à travers le partage social de l'émotion (la communication autour d'un événement émotionnel) on construit un sens à donner à l'événement, on tente de l'inscrire dans une continuité¹. Ce processus de familiarisation avec l'étrange vise essentiellement un retour vers la stabilité. Autrement dit, la pensée sociale met tout en œuvre pour se familiariser avec la menace et pour l'intégrer dans le système de pensée actuelle. Mais, dans certains cas, il est impossible de maintenir la même vision du monde, ce processus de familiarisation peut alors aboutir à une réorganisation du système de pensée susceptible d'intégrer le phénomène menaçant, on observe alors un changement social (Markova, 2007). De la même manière, certains auteurs notent que le processus de familiarisation peut, dans certaines situations, aboutir à ce que l'étrange demeure non-familier. Il en va par exemple de certains groupes à qui la pensée sociale ne concède pas de devenir autre chose que des *autres*, délibérément étranges, que l'on tiendra à distance (Kalampalikis & Haas, 2008). Notons que si les menaces renvoient à des situations dans lesquelles la pensée sociale sera mobilisée et mise en branle, d'autres raisons peuvent également causer ce travail représentationnel (voir notamment Wagner, 2007).

Aussi, par l'étude de la pensée sociale nous pouvons analyser et comprendre comment nous faisons face collectivement à ces situations. A travers la pensée sociale, les groupes

1 Le partage social des émotions a d'autres fonctions que nous n'évoquerons pas ici (voir Rimé, 2005)

sont capables d'un travail surprenant, riche et inventif qui leur permet d'inscrire nombre de menaces dans le domaine du familier ou de transformer leur vision du monde pour lui faire une place... Dans les parties suivantes, nous verrons différents exemples qui permettent d'illustrer ce propos. On s'interrogera aussi sur les conséquences de certaines stratégies et sur leur efficacité.

D'une forme de savoir à l'autre, d'une identité à l'autre... la menace se dissout?

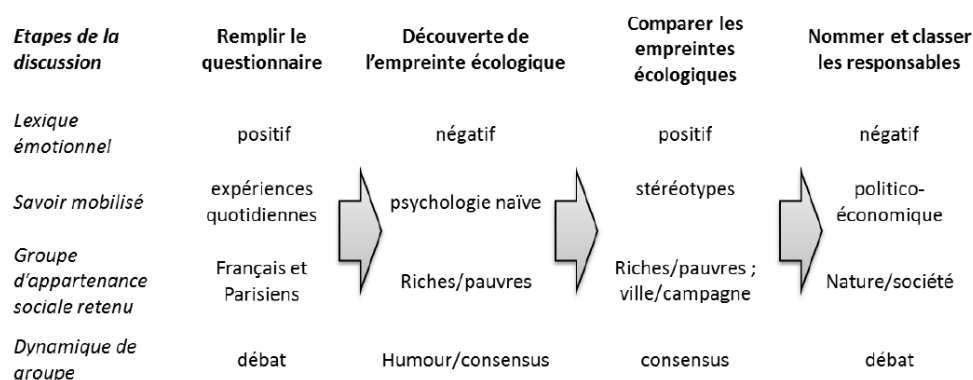
Dans une recherche récente, nous avons analysé comment les groupes font face à la menace que représente le fait d'être collectivement responsable pour les problèmes écologiques (Caillaud, Bonnot, Ratiu, Krauth-Gruber, 2015). Les groupes devaient, pour commencer, remplir un questionnaire permettant de mesurer leur empreinte écologique (c'est-à-dire le nombre de planètes qui seraient nécessaires pour subvenir au besoin de la population mondiale si tout le monde vivait selon ce mode de vie) de sorte à provoquer un sentiment de responsabilité collective pour les problèmes écologiques. Les questions utilisaient la formule «les gens en général», comme par exemple : «Les gens en général font-ils le tri?», «Les gens en général achètent-ils des produits biologiques?». Cette formulation permettait aux participants de choisir librement le groupe auquel se référer pour répondre. Nous proposons ensuite aux participants de comparer le résultat obtenu avec ceux d'autres groupes, parmi lesquels figuraient des pays, des villes, des continents, etc. Ils pouvaient en choisir 5 et les commenter. Enfin, dans une dernière tâche, ils devaient faire la liste des responsables du changement climatique et les classer du moins au plus responsable. L'originalité de cette recherche repose sur une analyse conjointe des émotions ressenties durant les différentes phases de la discussion en groupe, ainsi que des formes de savoirs mobilisés et des groupes d'appartenances auxquels les groupes se réfèrent. Enfin, nous avons également observé la dynamique de groupe en mettant en évidence les moments de discussion où il y a débat ou consensus. La figure 5 propose un résumé des principaux résultats. Au début, pour répondre aux questions permettant de mesurer l'empreinte écologique, les participants se réfèrent aux catégories «Français» et «Parisiens». Ils mobilisent essentiellement un savoir de type quotidien (des exemples issus de leur vie quotidienne).

Quand ils découvrent leur empreinte écologique (en moyenne plus de trois planètes), leur discours révèle des émotions négatives de malaise ressenties à un niveau collectif (telles que la honte et la culpabilité). Ces émotions négatives semblent bien indiquer qu'ils sont confrontés à une situation de menace qui met à mal leur identité sociale. Pour contrer cette menace, ils adoptent dans un premier temps des explications psychologisantes naïves (par exemple: les gens sont égoïstes). Puis, deux grandes stratégies de faire face ont été utilisées par les groupes dans la suite de la discussion : se déresponsabiliser et dédramatiser. Ainsi, dans cette situation potentiellement menaçante pour leur identité sociale, ils se réfèrent à d'autres catégories d'appartenance groupales : leur discours vient s'ancrer alors dans les dichotomies pays riches/pays pauvres et ville/campagne qui leur permettent de justifier que la pollution d'un individu dépend de son lieu de vie, ce qui leur permet de se déresponsabiliser. La comparaison pays riches/pays pauvres leur permet également de dédramatiser la pollution : puisque les pays pauvres polluent beaucoup moins on obtient une moyenne de pollution globalement acceptable... De plus, le recours à des stéréotypes

du type «pauvres mais heureux» leur permet de réduire le sentiment d'injustice lié au fait qu'ils prennent la part de gâteau des pays pauvres. D'autres stéréotypes sont également mobilisés pour décrire les gros pollueurs (comme par exemple les Etats-Unis) qui «sont pires que nous». Enfin les groupes maintiennent un consensus inébranlable durant cette partie de la discussion. Grâce à ces stratégies, les groupes arrivent à inverser le ressenti émotionnel : ils retrouvent même un état émotionnel positif. Ont-ils pour autant fait face à la menace que représente la responsabilité collective pour la pollution?

Dans la suite de la discussion, les groupes devaient lister et classer les responsables du changement climatique du moins au plus responsable. On retrouve ici un lexique émotionnel plutôt négatif. Le débat est à nouveau présent, mais les groupes recourent ici à un savoir de type socioéconomique (par exemple : «les industriels créent des faux besoins qui poussent les individus à consommer») et ancrent leur discours dans une opposition entre nature et société, où l'être humain en tant qu'être biologique ne pollue que très peu tandis que le système socioéconomique auquel l'humain participe en tant que consommateur se retrouve du côté des plus responsables. En mobilisant ici un savoir socioéconomique (plutôt qu'un savoir quotidien comme au début de la discussion), le groupe vient ancrer la responsabilité collective liée à la pollution dans un discours sur le système dans son ensemble et non plus aux pratiques des Français ou des Parisiens. Certes, le groupe avait précédemment retrouvé un état émotionnel positif, mais la menace n'est pas éteinte... elle est plutôt déplacée : d'une menace identitaire (nous sommes responsables de la pollution) on passe à une menace

Figure 5 Résumé des principaux résultats de l'étude (adapté de Caillaud, Bonnot, Ratiu et Krauth-Gruber, 2015)



d'ordre global (nous sommes tous victimes du système économique qui nous contraint et pollue notre planète). Pour autant, au moment de la discussion, cette menace où le groupe est victime semble bien plus acceptable que la menace où le groupe est responsable de la pollution...

Cette étude montre bien que les groupes sont capables de sélectionner les types de savoirs auxquels ils se réfèrent et de passer d'une catégorisation sociale à une autre pour retrouver un état émotionnel positif et maintenir l'intégrité de leur point de vue sur le monde. Il s'agit toutefois d'une étude réalisée dans des petits groupes créés artificiellement et sur un temps court. Les autres études que nous allons présenter montrent que ce travail représentationnel a aussi lieu sur des temps longs dans des groupes plus importants. Pour

commencer, nous allons illustrer comment les rumeurs peuvent renvoyer à un véritable travail de la pensée sociale engagé par les groupes dans des situations menaçantes.

Les rumeurs, bricolage de justifications?

Une étude psychosociale de terrain a été menée sur le phénomène de la rumeur (Demoures, 2015). Cette recherche s'appuie sur le cas précis de l'explosion de l'usine AZF (AZote et Fertilisant), survenue le 21 septembre 2001 à Toulouse, 10 jours seulement après les attentats du 11 septembre aux Etats-Unis. La violente déflagration a engendré de lourdes conséquences pour l'usine et la ville. Ainsi, lors de l'ouverture du procès AZF en 2009, on a comptabilisé 31 morts dont 21 sur le site, près de 70 000 sinistrés, 20 800 blessés et un tiers de la ville endommagé. Suite à la catastrophe, l'usine AZF a définitivement fermé ses portes causant la délocalisation ou la suppression de centaines de postes.

L'enquête visant à déterminer les causes de l'explosion va durer plus de 7 ans. Un premier procès, s'est ouvert en 2009 et a abouti à une relaxe générale au bénéfice du doute. Un second procès en appel en 2011-2012 a confirmé l'origine accidentelle de l'explosion, causée par un mélange de produits incompatibles. L'ancien directeur et la société propriétaire ont été condamnés pour manquement aux consignes de sécurité. En janvier 2015, la cour de cassation a annulé en totalité ce jugement, et c'est donc un troisième procès qui s'ouvrira dans les prochaines années. Cet événement est aujourd'hui encore l'objet de certaines controverses quant à son origine. Accident, attentat raté, foudre, météorite, essais militaires, missile, bombe de la seconde guerre mondiale, complot de l'Etat, complot de l'entreprise Total, complot de la CIA, toutes ces rumeurs ont circulé et ont fait l'objet, pour la plupart, d'une instruction judiciaire. Les différentes explications et interprétations apportées à l'explosion sont encore aujourd'hui la source de conflits intergroupes, particulièrement entre les sinistrés et les anciens salariés de l'usine AZF.

Afin de saisir la place et le rôle de la rumeur dans et pour des groupes plus ou moins impliqués, cette étude comprend des observations filmées lors des commémorations de l'explosion d'AZF de 2009 à 2012, des observations directes d'audiences lors des deux procès en 2009 et en 2012, une analyse d'un corpus de presse, des entretiens semi-directifs menés en 2011, et des questionnaires adressés en 2012 à des habitants de Toulouse. L'intérêt d'une telle approche pluri-méthodologique est de confronter les données récoltées afin d'observer la manière dont la rumeur prend place et s'articule dans et entre ces différents lieux de discours et de pratiques (Flick, 1992 ; Caillaud & Flick, 2013).

L'analyse des entretiens fait apparaître qu'un certain consensus s'installe chez les Toulousains persuadés qu'AZF reste et restera un mystère, et ce malgré le procès ayant confirmé l'accident. La plupart des sujets interviewés disent qu'on ne saura jamais ce qui s'est passé, la vérité étant cachée par des « forces dominantes ». Les résultats aux questionnaires confirment cette tendance consensuelle où les moyennes obtenues aux propositions « *la cause de l'explosion ne sera jamais réellement connue* » ($M= 4,90$; $SD = 1.86$) et « *La vérité sur les causes est dissimulée* » ($M= 4,39$; $SD = 1.61$) sont élevées (moyennes obtenues sur une échelle de Lickert à 7 points). Néanmoins, la figure du coupable reste incertaine et imprécise dans les discours des interviewés, n'étant jamais nommée en

tant que telle. C'est lors des observations des commémorations que la figure du coupable apparaît au travers de rumeurs dont il nous faut souligner l'état polymorphe.

Plus précisément, les anciens salariés d'AZF, rejettent depuis toujours l'explication du mélange malencontreux qui les rend responsables et acteurs de la catastrophe et proposent d'autres interprétations alternatives comme celle de l'attentat. En parallèle, ils témoignent chaque année de leur fort attachement à cette usine et de la nostalgie d'un passé dont ils sont fiers. Par la lecture de l'événement qu'elle véhicule, la rumeur vise ainsi « à disculper les membres de son groupe, (...) de toute responsabilité, et à leur attribuer dans le même temps des comportements socialement valorisés » (Rateau & Rouquette, 2002, p 101). A l'inverse, et en écho à la posture des anciens salariés, les sinistrés dénoncent et condamnent avec fermeté la rumeur de l'attentat et rendent l'ancien propriétaire unique responsable de la catastrophe. L'usine AZF est alors dépeinte comme une usine « poubelle » laissée à l'abandon depuis longtemps où l'accident ne vient que confirmer ce que l'on savait déjà.

Or l'explosion de l'usine AZF met en péril l'existence et l'identité du groupe des anciens salariés d'AZF. Non seulement l'origine accidentelle de l'explosion en fait les premiers responsables de la catastrophe, mais le groupe des anciens salariés fait aussi l'objet d'un processus d'effacement tant dans l'espace matériel, médiatique que politique. Par exemple, la cheminée d'AZF a été démolie alors même qu'elle représentait l'un des symboles emblématiques du groupe. En parallèle, l'analyse de la presse révèle aussi que ce groupe est totalement absent de la catégorie « victime ». De même, dans les entretiens, les ouvriers sont significativement absents des discours, hormis chez les sujets ayant un lien familial et affectif à l'usine. La disparition de l'usine, support matériel et symbolique sur lequel les groupes projetaient et inscrivait une partie de leur identité constitue donc bien une menace identitaire qui provoque une véritable « anxiété collective » (Krauth-Gruber, Bonnot, Drozda-Senkowska, 2013). La rumeur est alors une stratégie pour y faire face.

A travers les rumeurs, les divergences d'interprétations de l'événement témoignent et participent finalement à une mise en concurrence des identités groupales, entraînant des conflits parfois intenses entre les anciens salariés et les sinistrés. Par exemple, des commémorations différentes ont lieu en même temps (les anciens salariés commémorant sur l'ancien site de l'usine AZF et les sinistrés au rond-point du 21 septembre situé dans l'un des quartiers les plus touchés), où les participants s'accusent mutuellement chaque année de « salir » et d'empêcher la vérité sur les causes de l'explosion. Ces résultats confirment le rôle de la rumeur dans les stratégies de défense identitaire procédant par une mise en altérité de l'autre qui permet de rétablir une image positive de soi (Licata, 2000 ; Rateau & Rouquette 2002).

Ainsi, et au-delà de l'antagonisme dans les discours et du conflit entre anciens salariés et sinistrés, l'expression de rumeurs dans ces groupes en présence sur un même territoire participe alors d'une certaine logique identitaire et mémorielle. Les différentes rumeurs que les groupes expriment chaque année lors des commémorations sur des lieux bien spécifiques, s'appréhendent ici comme une réponse collective face à la menace d'un oubli de l'histoire de leur groupe. En suscitant la curiosité, la polémique et le débat, la rumeur devient aussi un moyen de se faire entendre et *a fortiori* de maintenir et de faire perdurer l'identité et l'existence du groupe. La rumeur vient ici assurer ce que l'on appelle une fonction de *permanence* des identités et des mémoires (Haas, 2002 ; Demoures, 2015).

Ces réflexions rejoignent celles de Haas (Jacquart et Haas, 2006 ; Haas & Levasseur, 2013) à propos de la rumeur d'Abbeville, selon laquelle : « les inondations dans la Somme de mars 2001 étaient dues au déversement de l'eau de la Seine via le Canal du Nord permettant aux politiques de présenter Paris sous un plus beau jour pour sa candidature aux Jeux Olympiques ». Si cette crue fut exceptionnelle en raison notamment des nombreux dégâts causés (3000 maisons sinistrées et 600 personnes évacuées) elle n'est en fait pas « surprenante » pour cette région qui a connu à maintes reprises des inondations par le passé. Or, cette partie de l'histoire semble avoir été totalement oubliée des habitants. Alors que certains d'entre eux (les plus anciens) se souviennent du rôle de l'eau dans la ville et de son identité maritime qui a disparu, la plupart des habitants n'ont aucune référence quant à d'autres drames de ce type s'étant déroulés à Abbeville. La ville ayant été pourtant maintes fois inondées au cours de son histoire, causant même plusieurs décès, aucune trace n'y a été laissée (par exemple, sur aucun bâtiment ne figure le niveau de l'eau lors des précédentes crues). Puisque la transmission de ces événements n'a pas eu lieu et que l'eau passe maintenant sous la ville, le groupe est allé rechercher dans son histoire des raisons « évidentes » pour expliquer cette inondation. La région de la Somme a été maintes fois victime des Parisiens dans son histoire (ex : bataille de la Somme, rempart contre l'Allemagne en temps de guerre), elle a toujours eu un rôle de protection pour la Capitale, elle s'est en quelque sorte toujours « sacrifiée ». La rumeur consistant à attribuer les causes de cette inondation à un complot des Parisiens étaient donc, aux yeux de tous, une évidence. La rumeur apparaît donc ici comme une forme de symptôme de l'oubli collectif, de la non-transmission, elle apparaît comme une justification de l'événement qui vient expliquer l'inexplicable, l'extra-ordinaire.

Si la rumeur est constituée de morceaux du passé du groupe, ces derniers ne sont pas sélectionnés au hasard ni assemblés de n'importe quelle façon. Cet aspect nous amène ainsi à interroger la manière dont la pensée sociale peut aussi, en situation de menace, s'appuyer sur un travail de mémoire ou d'oubli collectifs.

Oublier... et se souvenir

Il nous semble intéressant dans cette dernière partie d'aborder deux manières de considérer le lien entre mémoire et menace. Nous avons déjà évoqué que, face à une situation menaçante, les groupes peuvent mobiliser des éléments du passé pour donner un sens à l'événement présent. Si cela permet d'expliquer comment se forment les rumeurs, c'est le cas aussi pour d'autres phénomènes, comme nous le verrons avec la manière dont la presse française a traité les émeutes urbaines de 2005. Mais il y a aussi des situations où c'est le passé d'un groupe qui constitue une menace pour son identité (comme c'est le cas de la ville de Vichy qui sera traité ici). Dans ces situations, l'étude de la pensée sociale nous permet de mettre en évidence les stratégies qui permettent à un groupe de reconstruire son passé en un passé « plus glorieux ». On aborde alors un phénomène particulier du champ de la pensée sociale : la mémoire et l'oubli collectif.

Rechercher des traces de son passé : les émeutes urbaines de 2005 en France

Chercher dans le passé de quoi justifier le présent, voilà une stratégie qui peut être déployée par la pensée sociale face à une menace. Ainsi, une analyse de presse (Haas & Vermande, 2010) menée sur les émeutes urbaines de 2005 dévoile l'utilisation d'images issues de l'idéologie coloniale dans la manière de représenter les immigrés et les émeutiers.

L'analyse d'un lourd corpus, 1457 articles de presse, provenant de quatre quotidiens français à grand tirage, vecteurs d'idéologies politiques différentes, témoigne notamment du recours à des figures de l'immigré qui attire ici particulièrement notre attention. En effet, l'immigré est traité dans la presse tantôt comme « exotique » (c'est l'immigré sympathique, musicien, sportif et cuisinier d'autant plus méritant qu'il a fui la misère) tantôt comme « menaçant » (avec par exemple un discours sur l'Islam présenté comme une menace pour la laïcité). Au travers de ces représentations apparaissent des éléments, des figures liées à une représentation de l'Autre, « le colonisé » : « le premier souci (...) des instances internationales (...) devraient être de les libérer du sous-développement, de la misère » (L'Humanité). Vestige d'une idéologie passée, de l'idée du sauvage qu'il convient de civiliser, cette référence constitue un ancrage dans la pensée sociale comme mémoire qui subsiste, latente, quelque part au-delà des groupes. Ici, les traces de l'idéologie coloniale, ne sont pas évoquées comme des « souvenirs » en soi mais participent insidieusement au discours *sur* l'immigré. On notera que ces références surgissent lors de moments particuliers pour le groupe, qui optimisent les conditions de leur expression, quelques semaines après le début des violences urbaines (ici la 5^{ème} semaine qui suit le début des émeutes).

Dans les discours médiatiques, coexistent ainsi deux aspects de la mémoire des groupes : des souvenirs fraîchement remémorés et explicités en lien avec le moment présent (celui des émeutes) et des traces du passé ancrées dans un « déjà-là pensé » (Jodelet, 1984), relayant des idéologies anciennes. Cette réactualisation a pour fonction plus ou moins implicite de donner du sens aux violences : la référence au colonisé va constituer une pensée de référence pour interpréter l'actualité par la presse. Le groupe va interpréter le présent à partir de catégories venant du passé dans un moment de *violence*, de tensions sociétales.

Réinventer son passé : le cas vichyssois

Il est aussi des situations où la menace est justement liée au passé. Avec ce dernier exemple, nous aimerions montrer comment, face à la menace identitaire que constitue le passé, un groupe peut, par des stratégies plurielles, se réinventer une histoire plus glorieuse. Ainsi, la menace pesant sur la ville de Vichy dans les années 1990, au moment même où la France se débat avec la question de sa participation à la collaboration, fut l'objet d'un travail de thèse de type monographique² (Haas, 1999 ; Haas 2002 ; Haas, 2004). Attestée par l'intérêt croissant des historiens sur la période mais aussi dans la vie sociale et politique en général, l'actualité est, à cette période, constamment portée sur « la période de Vichy » et, de fait, sur les Vichyssois (les habitants de la ville) confondus avec les vichystes (partisans du régime)... Or, non seulement la ville avait choisi de jeter le voile depuis la fin de la seconde

² Une étude monographique en psychologie sociale permet de saisir un objet d'étude dans toute sa globalité et définit un champ d'analyse exploré dans toutes ses dimensions (ex : une communauté, une ville etc.). L'étude de Jodelet (1989a) fut en cela un magnifique exemple d'étude monographique.

guerre sur cette période mais cela tombait aussi à un moment où Vichy était en pleine reconstruction urbaine: on nettoie les façades, on fait un centre-ville tout neuf, on rénove etc. La menace pesant sur une mise à jour ou plutôt une mise au grand jour de l'Histoire de la cité, va amener les Vichyssois et notamment les institutions à en mobiliser une plus valorisante à leurs yeux. A partir de 1995, l'arrivée au 19^{ème} siècle de Napoléon III pendant 3 ans dans la ville (qui avait pourtant été conspuée par la population vichyssoise à cette même période, population fortement républicaine) va être utilisée pour donner une autre version de l'Histoire de la ville. Vichy honore ainsi l'Empereur, en posant son buste dans les parcs de la ville, en renommant certains noms de rue à son effigie ; en le commémorant. On pourrait dire que la reconstruction, l'invention d'une nouvelle histoire pour le groupe sera une manière ici de « se réinventer » collectivement face à une menace identitaire : celle de se sentir stigmatisés comme « traîtres à la patrie ». Cette entreprise de reconstruction historique renvoie à un « processus compensatoire » et s'actualise à la fois dans une forme de ré-aménagement de la ville tant physique que symbolique mais aussi et principalement, dans les discours de la population qui reprend à son compte, intègre et souligne combien l'époque de Napoléon III à Vichy, fut « la plus belle de l'histoire de leur ville » (Haas, 2002).

Force est de constater que les processus mémoriels viennent remplir des fonctions identitaires pour les groupes. En effet, les individus, dans un partage collectif du souvenir, se retrouvent et s'unissent dans un même passé. La mémoire collective donne au groupe un sentiment de continuité à travers le temps et lui assure une certaine pérennité. Elle permet une forme de cohésion entre ses membres qui, par des rituels rappelant son histoire (traditions, coutumes, commémorations), se transmettent un passé commun et se rejoignent dans des pratiques et des valeurs communes. La mémoire collective renvoie ainsi à des aspects à la fois socialisants, symboliques et normatifs (Haas, 2012) : elle remplit pour l'identité du groupe, une *fonction de permanence* (renvoyant principalement à l'idée de transmission dans le sens d'un patrimoine, d'un héritage, d'une filiation), une *fonction symbolique* (la mémoire du groupe est portée à travers le langage et les symboles qui servent de relais et de référence à travers le temps) et enfin une *fonction normative* (le groupe se construit et se transmet une image de lui-même en terme de valeurs, de pratiques communes).

La question du rapport entre mémoire et identité prendra d'autant plus de sens quand cette relation s'inscrit dans l'espace (Halbwachs, 1925/1994). Car, les groupes, par cette inscription matérielle, conservent les traces de leur passé et de tout ce qui les a précédés. L'espace renvoie ainsi aux générations successives qui y ont pris place et permet un travail de transmission dans le présent. Mais l'espace peut aussi servir, à Vichy comme à Toulouse, de moyen par lequel le groupe raconte autre chose de son histoire, va puiser dans la pensée sociale des moyens de faire face à une menace collective et devenir ainsi créatif. Ainsi, certaines formes actives de l'oubli collectif peuvent avoir des fonctions que nous pourrions qualifier d'allégeantes pour le groupe. A Vichy, la reconstruction d'une nouvelle histoire *par et pour* le groupe renvoie à cette période à une nécessité d'alléger un passé trop lourd à porter. Alors que l'oubli est justement souvent perçu comme un poison, comme une menace pour les groupes, pour les collectivités, pour la Nation avec l'injonction « du devoir de mémoire », nous pouvons aussi parler d'une forme d'oubli remède pour la collectivité. Celui-ci pourrait avoir une fonction positive pour le groupe, avec pour objectif : la protection du

groupe, son unité sociale ou sa réconciliation ce qui ne va pas forcément dans le sens des intérêts des autres groupes (Haas, 2012).

Conclusion

Cette contribution, en s'appuyant sur une analyse des processus de la pensée sociale, met en exergue les liens entre les mécanismes cognitifs, émotionnels et sociaux qui construisent et transforment les menaces. Les travaux présentés montrent aussi des « manières de penser » qui sont propres aux groupes (en lien avec le social, le culturel, l'histoire du groupe, les rumeurs). Ils montrent la diversité des manières de faire pour chaque groupe en fonction des situations tant au niveau micro que macro social. Malgré tout, la façon dont la connaissance, les savoirs s'organisent au sein des groupes nous permet aussi d'observer des phénomènes constants : les rumeurs, l'organisation des savoirs, la mémoire et l'oubli collectifs sont autant de formes « de penser » qui montrent la malléabilité des savoirs propres aux groupes, leur créativité, leur inventivité voire leur imagination.

Ces savoirs ne sont plus dès lors de simples biais cognitifs, ils sont des formes de constructions propres aux groupes qui leur permettent d'avancer, de faire face, de conserver une identité positive, de se déculpabiliser parfois... Ainsi, pris dans leurs contextes d'émergence, ces phénomènes (rumeurs, oublis, transformations des savoirs mobilisés, etc.) en deviennent plus intelligibles : à la fois révélateurs d'une certaine forme d'anxiété collective, ils s'envisagent également comme des outils permettant aux groupes de maîtriser symboliquement ladite menace. Dans cette perspective, ces phénomènes peuvent s'avérer efficaces dans la mise à distance de la menace. Nous l'avons vu avec l'exemple des groupes face à leur empreinte écologique : les changements de savoirs mobilisés et de groupes d'appartenance retenus s'accompagnent d'un retour vers un état émotionnel positif. Mais, dans le même temps, ces phénomènes construisent la menace, la transforment et parfois la reconstruisent. Ainsi, la menace identitaire que représente l'empreinte écologique est transformée en une menace plus globale (celle d'un système économique qui nous contraint à polluer la planète) ; la rumeur d'Abbeville, en palliant la menace d'une eau soudainement non-maîtrisable (les précédentes inondations n'ayant pas été transmises aux nouvelles générations) réactive la menace des Parisiens sacrifiant Abbeville, les quotidiens français en ancrant leur discours dans une idéologie coloniale donnent certes un sens aux émeutes, mais contribuent à catégoriser les émeutiers en tant que *autres* menaçants. Aussi, les menaces ne disparaissent pas toujours, elles font plutôt l'objet d'un remodelage par la pensée sociale pour prendre la forme d'une menace plus ancienne, plus connue et familière, ou moins dangereuse pour le groupe. Ce caractère plus familier permet dès lors aux groupes de mobiliser les stratégies maintes fois éprouvées... et ces menaces-là sont peut-être bien moins redoutables pour les groupes, puisque, à défaut de les faire disparaître, on sait comment faire avec : on dénonce les Parisiens, on dénonce le système économique qui nous contraint, on dénonce le manque de civilisation... Ces résultats font écho aux processus décrits par Bonelli dans cet ouvrage à un niveau plus institutionnel : la manière dont les groupes façonnent les menaces répond à et sert des enjeux identitaires, des enjeux de maîtrise. Et l'on voit aussi ici apparaître les effets pervers de ces processus de familiarisation.

Au-delà des limites évidentes que pose ce type de pensée, cela nous permet de mieux en appréhender ses rouages, de mieux comprendre comment un groupe peut être amené à se situer dans des situations complexes, à sa manière de les résoudre en son sein ou de les expliquer. Si nous en revenons par exemple de la rumeur d'Abbeville, la mise en exergue de cette inventivité du groupe a permis aussi aux décideurs de saisir, dans l'après-coup, et grâce aux travaux des psychologues sociaux notamment pourquoi et comment ce groupe avaient inventé cette histoire. Ces processus expliqués aux experts ont permis de comprendre à la fois le contenu de la rumeur (d'où elle venait) mais aussi de saisir ce qui pouvait être pertinent aux yeux des ingénieurs experts en hydraulique par exemple (comment convaincre la population des risques objectifs qu'ils avaient mis en évidence depuis bien longtemps et que l'inondation était « attendue ») et ce qui l'était du point de vue de ceux-là même qui subissaient les inondations (les habitants). Ceci dans un objectif de prévention et d'éducation aux risques pour l'avenir.

Ainsi, chaque phénomène qui met le groupe dans une situation de menace l'amène, souvent dans l'urgence, à « bricoler » avec l'ensemble des savoirs dont il dispose. Ce qui faisait écrire très justement à Bloch à propos de la rumeur du Chemin des dames : *« Une fausse nouvelle naît toujours de représentations collectives qui préexistent à sa naissance ; elle n'est fortuite qu'en apparence, ou, plus précisément, tout ce qu'il y a de fortuit en elle c'est l'incident initial, absolument quelconque, qui déclenche le travail des imaginations ; mais cette mise en branle n'a lieu que parce que les imaginations sont déjà préparées et fermentent sourdement. (...) La fausse nouvelle est le miroir où la « conscience collective » contemple ses propres traits » (M. Bloch, 1921, p. 7).*

Bibliographie

- Bloch, M. (1921/2012). *Réflexions d'un historien sur les fausses nouvelles de la guerre*. Paris : Editions Allia
- Bourdieu, P. (1980). Le Nord et le Midi: contribution à une analyse de l'effet Montesquieu. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 35, 21-25.
- Caillaud, S., & Flick, U. (2013). New meanings for old habits? Representations of climate change in France and in Germany. *International Review of Social Psychology*, 26 (3), 39-72.
- Caillaud, S., Bonnot, V., Ratiu, E., & Krauth-Gruber, S. (2015). How groups cope with collective responsibility for ecological problems: symbolic coping and collective emotions. *British Journal of Social Psychology*.
- Demoures, A. (2015). *Lieux de rumeurs, lieux de co-mémorations. Vers la reconstruction d'un passé : le cas d'AZF*. (Thèse de doctorat de Psychologie Sociale) Université Lumière Lyon 2, Lyon.
- Drozda-Senkowska, E., Dubois, N., & Mollaret, P. (2010). *Psychologie sociale*. Paris: Presses Universitaires de France.
- Flick, U. (1992). Triangulation revisited: strategy of validation or alternative? *Journal for the Theory of Social Behaviour*, 22(2), 175-197. doi: 10.1111/j.1468-5914.1992.tb00215.x.
- Garnier, C. (2002). Introduction. La pensée sociale : questions vives. Dans C. G. (Ed), *Les formes de la pensée sociale* (pp. 1-19). Paris: Presses Universitaire de France.
- Haas, V. (2012). *Traces, silences, secrets. Une approche psychosociale de la mémoire et de l'oubli collectifs* (Habilitation à diriger des recherches). Université Paris Descartes. Paris.
- Haas, V. & Vermande, C. (2010). Les enjeux mémoriels du passé colonial français: analyse psychosociale du discours de la presse, lors des émeutes urbaines de novembre 2005. *Bulletin de Psychologie*, 506, 109-120.
- Haas, V. (2004). Les cartes cognitives : un outil pour étudier la ville sous ses dimensions socio-historiques et affectives. *Bulletin de Psychologie*, 474, 621-633
- Haas, V. (2002). Approche psychosociale d'une reconstruction historique. Le cas vichyssois. *Les Cahiers Internationaux de Psychologie Sociale*, 53, 32-45.
- Haas, V. (1999). *Mémoires, identités et représentations socio-spatiales d'une ville. Le cas de Vichy* (Thèse de doctorat de Psychologie Sociale) Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris.

Haas, V., & Levasseur, E. (2013). A symptom of collective forgetfulness: the rumor. *Culture and Psychology*, 19 (1), 60-75.

Halbwachs, M. (1925/1994). *Les cadres sociaux de la mémoire*. Paris: Albin Michel.

Jacquart, C., & Haas, V. (2006). La rumeur comme modalité de la pensée sociale. Dans V. Haas (Ed), *Les savoirs du quotidien. Transmissions, appropriations, représentations* (pp. 51-67). Rennes: Presses Universitaires de Rennes.

Jodelet, D. (1989a). *Folie et représentations sociales*. Paris: Presses Universitaires de France.

Jodelet, D. (1989b). Représentations sociales : un domaine en expansion. Dans D. Jodelet (Ed), *Les représentations sociales* (pp. 47-78). Paris: Presses Universitaires de France.

Jodelet, D. (1984/2008). Représentations sociales : phénomènes, concept et théorie. In S. Moscovici (Eds), *Psychologie sociale* (pp. 363-384). Paris : Presses Universitaires de France.

Joffe, H., & Lee, L. (2004). Social representation of a food risk: the Hon Kong avian bird flu epidemic. *Journal of health psychology*, 9 (4), 517-533. doi:10.1177/1359105304044036.

Kalampalikis, N., & Haas, V. (2008). More than a theory: a new map of social thought. *Journal for the Theory of Social Behaviour*, 38(4), 449-459. doi: 10.1111/j.1468-5914.2008.00381.x.

Krauth-Gruber, S., Bonnot, V., Drozda-Senkowska, E. (2013). Menaces et peurs collectives : Apeurés, restons nous des citoyens éclairés? In S. Delouée, P. Rateau & M.L. Rouquette (Eds). *Les peurs collectives*. (pp. 151-168). Ramonville : Erès.

Licata, L. (2000). Identités représentées et représentations identitaires : effets des contextes comparatif et sociopolitique sur la signification psychologique des appartenances géopolitiques. Thèse de Doctorat de Sciences en Psychologie, Bruxelles

Markova, I. (2007). *Dialogicité et représentations sociales*. Paris: Presses Universitaires de France.

Moscovici, S. (2001). Why a theory of social representations? Dans K. Deaux, & G. Philogène (Eds), *Representation of the social* (pp. 8-36). Oxford: Blackwell Publishers.

Rateau, P., & Rouquette, M.-L. (2002). Hier est aujourd'hui. Deux exemples d'actualisations des souvenirs. In S. Laurens, & N. Roussiau (Eds.), *La mémoire sociale. Identités et Représentations Sociales* (pp. 97-106). Rennes: Presses Universitaire de Rennes.

Rimé, B. (2005). *Le partage social des émotions*. Paris: Presses Universitaires de France.

Wagner, W. (2007). Vernacular science knowledge: its role in everyday life communication. *Public Understanding of Science*, 16, 7-22.

Wagner, W., Kronberger, N., & Seifert, F. (2002). Collective symbolic coping with new technology: knowledge, images and public discourse. *British Journal of Social Psychology*, 41, 323-343.